

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 15 avril 2026

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 26 - 161

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LD MATERIAUX**

8, route de Dijon  
10800 BUCHERES

Code AIOT : 0003013132

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 mars 2026 dans l'établissement LD MATERIAUX implanté 8, route de Dijon - 10800 BUCHERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a pour objectif de recoler la mise en demeure n° PCICP2024288-0001 du 14 octobre 2024. L'inspection des installations classées intervient en co-saisine avec les personnels de la gendarmerie de BARBEREY-SAINT-SULPICE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LD MATERIAUX
- 8, route de Dijon - 10800 BUCHERES
- Code AIOT : 0003013132
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LD MATERIAUX est une entreprise de démolition spécialisée dans la déconstruction et la démolition de bâtiments pour les particuliers et les professionnels.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative - transit de déchets dangereux	Code de l'environnement du 07/04/2026, article R511-9 annexe(4)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Situation administrative - stockage de déchets	Code de l'environnement du 07/04/2026, article R511-9 annexe (4)	Demande de justificatif à l'exploitant, <b>Astreinte</b>	1 mois
3	Brûlage	Code de l'environnement du 07/04/2026, article L512-1		

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Un amas important de déchets, non identifiés ni caractérisés, a été observé sur le site. Bien que leur volume ait diminué de manière significative par rapport aux précédents constats, leur présence reste non conforme aux exigences réglementaires en matière de gestion et de traçabilité des déchets.

Précédemment signalés lors de la visite d'inspection du 13 mai 2024, les deux big-bag d'amiante ne sont plus présents sur le site. L'exploitant est tenu de fournir un justificatif de leur élimination conforme, expliquant leur devenir.

Des résidus et traces visibles attestent d'un brûlage de déchets à l'air libre, pratique strictement interdite (à ce stade, l'inspection des installations classées n'est en mesure de déterminer ni la date de ce ou ces brûlages, ni la récurrence).

Dans le cadre du **non-respect persistant** des obligations imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du **14 octobre 2024**, et afin d'assurer l'exécution des mesures prescrites, **il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube d'adopter un arrêté fixant une astreinte journalière** selon les modalités suivantes :

**Montant de l'astreinte : 10 euros (dix euros) par jour de retard, à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à :**

- **la régularisation complète** des manquements constatés (cf. liste ci-dessous),
- **la transmission des justificatifs exigés** à l'appui de cette régularisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative - transit de déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R511-9 annexe(4)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Illégaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.
<b>Constats :</b>  Lors de cette visite d'inspection du 9 mars 2026, l'inspection des installations classées a constaté l'absence des deux big-bags contenant de l'amiante, précédemment identifiés lors de la visite d'inspection du 13 mai 2024. L'exploitant déclare avoir évacué ces big-bags, qui avaient été stockés dans des conditions non conformes (absence de confinement étanche, signalisation inadéquate, etc.). Cependant, il n'a pu produire le bordereau de suivi des déchets (BSD) via la plateforme Trackdéchets, comme l'exige l'article R. 541-45 du Code de l'environnement notamment.  Pour rappel, l'exploitant <b>n'est pas autorisé</b> à exercer des activités de <b>transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</b> (rubrique <b>2718-1</b> de la nomenclature ICPE). Aucun <b>dossier de demande d'autorisation</b> n'a été déposé auprès des services de la <b>Préfecture de l'Aube</b> , en violation de l'article <b>L. 512-1 du Code de l'environnement</b> .  <b>L'exploitant est tenu de fournir un justificatif de leur élimination conforme, expliquant leur devenir.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Situation administrative - stockage de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/04/2026, article R511-9 annexe (4)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative, Rubrique 2760-3
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'inspection des installations classées constate la présence d'un amas de déchets du B.T.P (bétons, bétons armés, gravats,...) de plusieurs mètres de haut sur une surface de 1000 m <sup>2</sup> environ. Compte tenu du volume, la nature de l'ensemble des déchets ne peut pas être caractérisé. Lors de la visite du 18 décembre 2020, l'inspection des installations classées avait déjà constaté la présence de déchets sur l'installation. Ces déchets sont considérés comme stockés et l'installation

comme une installation de stockage de déchets.

Aussi, il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube, un projet d'arrêté d'astreinte journalière, demandant à l'exploitant de régulariser, dans un délai de 6 mois, la situation administrative de l'installation vis-à-vis de la nomenclature des installations classées et de caractériser les déchets présents sur le site.

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection du 9 mars 2026, il a été constaté la présence d'un important amas massif de déchets du BTP (bétons, béton armé, gravats, etc.). En raison de l'importance du volume et de l'hétérogénéité des matériaux, la nature exacte de l'ensemble des déchets ne peut être déterminée sans analyse approfondie. La présence de déchets sur le site avait déjà été signalée lors des inspections des 18 décembre 2020 et 14 mai 2024. Cet amas constitue un stockage non autorisé de déchets, au sens de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées (ICPE). L'installation est donc de facto assimilée à une installation de stockage de déchets, soumise à autorisation préfectorale (art. L. 511-1 du Code de l'environnement).

Par **arrêté n° PCICP2024288-0001 du 14 octobre 2024 (article 2)**, l'exploitant était **mis en demeure de régulariser la situation** de l'installation au regard de la nomenclature ICPE, et de **caractériser les déchets présents** sur le site (analyse, traçabilité, conformité du stockage). Le **délai imparti est expiré** depuis le **14 avril 2025**, sans que les obligations aient été satisfaites.

Dans le cadre du **non-respect persistant** des obligations imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du **14 octobre 2024**, et afin d'assurer l'exécution des mesures prescrites, **il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube d'adopter un arrêté fixant une astreinte journalière.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 3 : Brûlage

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 07/04/2026, article L512-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autre, Brûlage à l'air libre

#### Prescription contrôlée :

Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

#### Constats :

L'inspection des installations classées constate les traces de brûlage à l'air libre sur 10 m<sup>2</sup> environ.

Les cendres et déchets calcinés soumises aux eaux météoriques sont susceptibles de générer de la pollution des sols et des eaux souterraines. Les activités exercées présentent des risques pour l'environnement du fait de l'absence du respect des mesures prescrites dans les arrêtés ministériels précités.

Pour rappel, lors de la visite du 14 mai 2024, des traces de brûlage ont été constaté sur le site. Il est rappelé fermement à l'exploitant qu'il est interdit de réaliser des brûlages à l'air libre et que par l'arrêté de mise en demeure (article 2) la société LD MATERIAUX est tenue de cesser tout brûlage

sans délai.

Des visites inopinées seront effectuées par les services de l'inspection des installations classées, sans préavis, en cas de signalement d'un brûlage à l'air libre en cours. En cas d'infraction, les sanctions seront appliquées sans délai.

**Type de suites proposées :** Sans suites